

SUR LES FONDS SECRETS

CHAMBRE DES DÉPUTÉS. — Séance du 24 mars 1840.

Le ministère du 12 mai s'était retiré après le rejet de la loi de dotation du duc de Nemours. La coalition, qui triomphait définitivement, arriva au pouvoir, au 1^{er} mars, avec M. Thiers. Le nouveau cabinet, pris dans les fractions diverses de la coalition, présentait pour programme : *transaction*, et c'est à ce titre qu'il demandait à la Chambre un vote de confiance dans le crédit des fonds secrets. Le rapport de la commission résumait ainsi la situation : le ministère du 1^{er} mars ou la dissolution de la Chambre. M. de Lamartine, caractérisant l'origine équivoque et turbulente du nouveau cabinet et ses alliances précaires, écarta la question de confiance préalable, qu'il ne pouvait donner à des adversaires politiques ; mais il somma le gouvernement d'entrer dans les voies régulières d'un mouvement libéral et organisateur où il trouverait une majorité et un solide concours, impossible dans une Chambre stérilement agitée par la compétition des partis et par des souvenirs dangereux.

MESSIEURS,

Aucun orateur ne s'étant présenté pour réfuter les objections élevées par mes honorables amis¹, je me vois

1. Les orateurs inscrits pour soutenir le crédit s'étaient fait rayer de la liste.

forcé, pour rétablir le terrain de cette discussion, de reprendre pied à pied le discours éloquent que vous avez entendu à l'ouverture de cette séance.

Si toute la dextérité de la parole, si toute la dignité du langage, la franchise de l'élocution, pouvaient couvrir ce qu'il y a de spécieux, ce qu'il y a de faux dans une situation, je ne crains pas de le dire, la Chambre serait suffisamment informée, et elle voterait en ce moment. Mais il n'est pas donné aux paroles, quelque habiles, quelque puissantes et éloquentes qu'elles soient, d'être plus fortes que les choses. Il y a, Messieurs, un proverbe fameux qui explique votre situation et la nôtre. Je le retourne en deux mots, et je dis au ministère : Dites-moi où vous vous placez, dites-moi où sont vos amis, où est le centre de votre action, et, sans écouter les paroles que vous prononcerez, je vous dirai d'avance ce que vous ferez, ce que vous serez inévitablement condamné à faire. (*Très-bien !*)

M. le président du conseil¹ vous a expliqué, avec une franchise à laquelle je me plais à rendre hommage, toutes les convenances, toute la délicatesse et toute la dignité de sa position personnelle dans la transaction qu'il a tentée pour compléter, dit-il, le cabinet du 1^{er} mars. Trouvera-t-il mauvais que nous, à notre tour, nous membres, non pas d'une majorité, nous l'avons toujours reconnu, mais de ce qu'il a appelé la minorité la plus nombreuse, nous venions, non pas au nom de notre dignité personnelle, que nous sacrifions à notre pays, mais au nom de la dignité de notre opinion, et ce n'est pas là, Messieurs, un vain point d'honneur, car l'honneur des opinions c'est leur sécurité, examiner face à face avec lui, et devant notre pays, dans quelle position nous sommes, et si c'est une situation acceptable que celle qu'il a prétendu nous proposer ?

Je demanderai une extrême indulgence pour l'état où je

1. M. Thiers.

me trouve, et qui m'empêche d'élever la voix autant que je le voudrais.

Le ministère nous a posé, nous l'avons reconnu tout de suite, non pas une vaine question administrative, mais une grande et sérieuse question politique.

Le ministère nous demande : Avez-vous confiance en moi ? Qu'il me permette, avant de lui répondre, de lui faire observer qu'il y a quelque contrainte morale à nous forcer de lui dire ce qu'il doit savoir aussi bien que nous. Je comprends qu'on se passe des gens, je comprends qu'on les laisse même désigner par des qualifications peu sympathiques ; mais je ne comprends pas qu'après les avoir décrédités, poursuivis comme des ennemis du bien public dans les élections, je ne comprends pas qu'en serrant tous les jours la main de ceux qui les poursuivent de leur haine, on ait le courage de venir ensuite à cette tribune leur demander : Avez-vous confiance en moi ?

Mais si nous répondions : Oui, nous avons pleine et absolue confiance, je vous le demande à mon tour à vous-mêmes, cette réponse ne vous semblerait-elle pas la plus amère des ironies, la plus sanglante épigramme ? Et si cette réponse était sincère, si elle pouvait l'être, je le demande au pays, ne verrait-il pas en nous les plus dupes ou les plus timides de tous les hommes politiques ? (*Vive approbation.*)

Je vous dis donc tout de suite : Non, non, nous ne pouvons pas avoir confiance ; et cependant, j'aime à vous le dire aussi, et vous le savez, ce défaut de confiance ne s'adresse pas aux hommes, il s'adresse à la situation. Non, il n'y a pas un des hommes éminents dont le cabinet se compose, à commencer par son chef, que nous n'eussions été heureux de voir rappelé aux affaires, si le cabinet eût été composé sur la base plus large et plus réellement parlementaire que notre patriotisme lui souhaitait. Ce ministère n'a pas de base : le pouvoir n'aura ni régularité ni aplomb.

Voilà pourquoi nous nous réservons. Expliquons-nous devant la France, si vous le voulez.

Ne craignez pas, Messieurs, que je ramène la Chambre sur des traces effacées, sur les discordes éclatantes de nos deux dernières sessions. C'est bien assez d'en subir les conséquences dans le morcellement des partis.

Non, j'écarterai avec soin ces épines de la discussion. Il n'y a plus de colère, plus de haine, plus de rancunes ; et s'il y avait même au fond de nos cœurs quelque reste d'amertume et d'irritation contre tant d'injustices, nous nous en féliciterions pour avoir le facile mérite d'immoler tout cela au salut du pays. (*Nouvel assentiment.*)

Mais il n'y en a plus. Qu'y a-t-il donc ? Des principes peut-être ? Pas davantage : c'est une prétention des partis pour colorer les haines qu'on nous suppose. En réalité, il n'y a pas de principes entre nous. Je vous l'ai toujours dit, on trompe l'Europe avec cette idée, et l'on cherche à nous tromper nous-mêmes ; disons le vrai.

On se figure, on dit, on écrit que nous sommes deux camps ennemis, profondément divisés par quelque grande théorie politique et sociale que chaque discussion creuse, élargit davantage ; que nous avons des buts différents, des drapeaux divers ; que les uns, c'est vous, veulent marcher à la république à travers le gouvernement parlementaire, récemment dénommé, et à travers toutes les expériences, toutes les désorganisations que leur prête l'imagination échauffée des trembleurs monarchiques.

On ajoute que les autres, et c'est nous apparemment, veulent rétrograder du gouvernement constitutionnel, du gouvernement des majorités, jusqu'à je ne sais quel gouvernement personnel qui prendrait les Chambres pour de simples conseils, les ministres pour des gérants responsables, et qui, déguisant mal un absolutisme honteux sous des formes représentatives, ne serait pour la nation que la parodie des gouvernements de discussion, et pour la couronne que l'hypocrisie de la Constitution.

Ai-je besoin de vous adjurer pour démentir ces doubles absurdités ? Y a-t-il à gauche, y a-t-il à droite, y a-t-il au milieu un seul homme qui, ayant respiré l'air de son siècle, rêve ces chimères de démagogie ou d'autorité ? Vos dénégations me répondent.

On lève les épaules à de telles allégations, à de telles calomnies, et l'on a répondu. (*Très-bien ! très-bien !*)

Oui, et j'en félicite mon pays, et j'en tire un heureux augure pour mon siècle, au milieu de nos dissentiments, de nos oscillations plus ou moins divergentes, nos principes au fond sont les mêmes. Nous voulons tous l'affermissement, le développement d'un gouvernement monarchique, mais démocratique ; monarchique à son sommet, populaire à sa base ; nous voulons que les trois pouvoirs dont il se compose se meuvent libres et indépendants dans les limites que la Constitution de 1830 et de 1815 leur a fixées.

Nous voulons tous que ce gouvernement se respecte lui-même, et qu'aucun froissement d'une prérogative par l'autre, des Chambres sur la couronne, de la couronne sur les Chambres, n'y porte le trouble et n'en rompe le difficile, mais précieux équilibre ; nous voulons tous qu'il soit fort au dedans, pour être national et imposant au dehors ; nous voulons tous, non pas qu'il reste immobile, mais qu'il avance sagement dans la route des idées progressives et des nécessités populaires.

Mais il y a cependant quelque chose, il faut le dire, sans quoi le pays nous prendrait pour des insensés et des hommes turbulents qui s'agitent sans motifs et sans excuses, et cette cause la voici : on ne la découvre pas au premier coup d'œil, mais elle est au fond de tout, entre la gauche et nous, entre la presse et nous, entre vous et nous surtout.

Oui, nous nous apercevons depuis longtemps, et tout ce qui réfléchit sur l'état des esprits est frappé de cette vérité, qu'il y a ici des hommes à grandes idées libérales, et dans la gauche et parmi nous, et des hommes parmi vous peut-

être qui prennent les instincts révolutionnaires pour les idées libérales ; rien n'est plus opposé.

Oui, voilà la différence entre vous et moi. J'aime et je défends l'idée libérale, le progrès du pays et de la législation dans le sens régulier et fécond de la liberté ; vous, vous aimez, vous caressez, vous surexcitez le sentiment, le souvenir, la passion révolutionnaire ; vous vous en vantez ; vous dites : Je suis un fils des révolutions, je suis né de leurs entrailles, c'est là qu'est ma source ; je retrouve de la puissance en y touchant, comme le géant en touchant la terre ; vous aimez à secouer devant le peuple ces mots sonores, ces vieux drapeaux, pour l'animer et l'appeler à vous ; le mot révolution dans votre bouche, c'est, permettez-moi de le dire, le morceau de drap rouge qu'on secoue devant le taureau pour l'exciter. (*Exclamations et longues rumeurs à gauche.*)

Vous dites : Ce n'est rien, ce n'est qu'un lambeau d'étoffe, ce n'est qu'un drapeau. Nous le savons bien ; mais cela irrite, mais cela inquiète, mais cela fait peur ! Cela vous convient ; eh bien ! nous, nous croyons que ce qui irrite et ce qui inquiète le pays sur les grands intérêts de réforme politique à jamais acquis, cela ne vaut rien, cela est funeste, cela le porte au passé, au lieu de le faire marcher en ordre vers son avenir. Nous lui voulons du mouvement, et pas de convulsion, pas de fièvre. C'est ce que nous voulons aussi pour l'Europe.

Voilà une de ces causes qui nous divisera longtemps, mais elle ne nous divise pas d'avec la gauche libérale ; ou si elle vous suit imprudemment sur le terrain révolutionnaire, nous nous retrouvons avec elle sur le terrain des vrais intérêts libéraux. (*Adhésion au centre droit.*)

Mais il faut tout dire. Il y a autre chose entre nous ; il y a, j'oserai le dire, non un principe, mais une passion, une passion inquiète, jalouse, insatiable, que rien ne peut calmer, qui ne veut rien partager, parce que tout n'est pas encore assez pour elle. Il y a la passion de gouverner, de

gouverner seul, de gouverner toujours, de gouverner avec la majorité, de gouverner avec la minorité comme aujourd'hui, de gouverner avec et contre tous : régner seul, régner toujours, régner à tout prix !

Oui, je le répète, voilà ce qui nous divise, voilà l'unique barrière entre nous.

Eh bien ! est-ce nous qui l'avons élevée ? Daignez m'écouter avec l'impartialité de juges, et je voudrais que le pays, qui doit nous juger en dernier appel, m'écût tout entier.

Deux années de luttes violentes à cette tribune, quatre années de majorité flottante, trois mois de tâtonnements sans pouvoir découvrir un centre de force ici ; trois cabinets, quatre peut-être en une année ; l'action vitale du gouvernement suspendue, les lois essentielles à la subsistance du peuple ajournées au moment où elles allaient être discutées ; le gouvernement employant à chercher à vivre les moments qu'il aurait employés à agir, à administrer ; le dedans et le dehors également déconcertés par ces éclipses incessantes de majorités, voilà l'état où nous sommes depuis trop longtemps, voilà la situation du Parlement : situation qui discrédite profondément ce qu'on nomme si glorieusement, mais si mal à propos, le gouvernement parlementaire ; situation qui inquiète, qui ébranle, afflige profondément ceux qui, comme moi, conservent leur foi entière au gouvernement représentatif, mais qui fait demander avec scepticisme aux masses si ce gouvernement a été inventé pour être le combat éclatant, mais stérile, de quelques passions de tribune, s'il a été inventé à l'usage de quelques ambitieux de renommée et de bruit, ou au profit du peuple. (*Légère agitation.*)

Né vous fiez pas à ce scepticisme. Le comble du mal pour le peuple serait de perdre sa foi dans la liberté.

Eh bien ! quand nous sommes arrivés ici au commencement de cette session, je dirai mieux, il y a seulement quinze jours, lorsque le dernier ministère est tombé dans

une rencontre, dans un accident, dans un vote non combiné, non dirigé contre lui, mais contre une loi, quel a été, j'adjure vos souvenirs, notre sentiment à tous ? Je parle de tous ceux qui veulent une reconstitution de majorité.

Nous nous sommes dit tout bas, tout haut, nous nous sommes dit sur tous ces bancs, dans l'échange et l'effusion des intentions les plus conciliantes : « La paix est faite, la majorité est retrouvée, la coalition n'existe plus ; vainqueurs ou vaincus ont été séparés, pendant neuf mois, par le ministère du 12 mai ; le temps a fait son œuvre : un souffle de concorde s'est répandu sur tous les groupes de cette assemblée, un moment désunis. Voici deux larges fractions de la Chambre, le centre gauche et le centre droit : l'une comptant cinquante, soixante, quatre-vingts voix ; l'autre deux cents ou deux cent vingt. Ces deux centres, quand ils sont unis, sont la base naturelle et permanente d'un pouvoir régulier ; l'un et l'autre ont des personnifications éminentes de leurs principes ; ces personnifications s'estiment, s'honorent mutuellement ; aucune question ne les divise, car il ne s'agit plus ni d'Ancône, ni du Luxembourg, ni de don Carlos refoulé d'Espagne ; ces hommes de pouvoir vont s'entendre et le pays va marcher. »

Oui, vous le niez en vain aujourd'hui, c'était là la pensée de tous, car c'était la pensée des choses, la pensée de la situation. Les deux centres se tendaient la main pour se réunir. Quoi donc s'est interposé entre nous ?

Est-ce vous, hommes du centre gauche ? Non, je le déclare, ce n'est pas vous ; j'en pourrais citer des preuves. Vous le dites aujourd'hui, parce que vous voulez prendre généreusement sur vous la responsabilité de ceux qui vous ont entraînés. Vous ne le disiez pas alors ; vous disiez comme nous : « L'union des centres ! un cabinet choisi entre leurs chefs ! »

Est-ce nous, hommes du centre droit ? est-ce nous, qui n'avons jamais rien prétendu pour nous-mêmes, nous qui

n'avons jamais voulu que présenter au pays l'image de l'union, de la force au repos ?

Non. J'ose le dire, et l'histoire parlementaire l'attestera : jamais un grand parti politique ne se montra plus désintéressé du pouvoir pour lui-même. Quelle place avons-nous demandée pour nous ? Quel obstacle personnel avons-nous fait à aucune combinaison honorable et sûre ?

Ce qui s'est interposé, Messieurs, j'aurai le courage de le dire, parce que cela est vrai, selon moi, ce ne sont ni les principes, ni les choses, ni même les hommes, j'aime à leur rendre cette justice ; ce qui a empêché cette union des deux centres, seule combinaison normale, homogène, durable pour la majorité et pour le pouvoir, c'est la situation prise dans cette Chambre, et systématiquement prise, par M. le président du conseil. Où s'est-il placé ? Non point dans ce centre d'impartialité que nous lui demandons avec des contre-poids, des garanties de modération à sa droite et à sa gauche ; il s'est placé presque à l'extrémité de cette Chambre ou du moins dans un des groupes les plus distants des centres où devait être son point d'appui. Et là il fait appel à la transaction, cette transaction que l'orateur auquel je succède¹ appelait, avec une si heureuse éloquence, « la dernière parole des révolutions qui finissent », et que je pourrai appeler heureusement aujourd'hui « la première parole des majorités qui se retrouvent ! »

AUX CENTRES. Très-bien ! très-bien ! (*Sensation profonde.*)

M. DE LAMARTINE. Il s'est placé non point parmi nos amis, non point parmi les neutres ; il s'est placé au milieu de nos adversaires politiques de dix ans ou de deux ans, comme vous voudrez, et là il nous dit : « Venez à moi, je suis la transaction personnifiée, la transaction vivante ! je vous défie de n'y pas venir ! » Mais, Messieurs, ce n'est

1. M. Bécharde.

pas transiger, c'est vaincre et humilier. (*Très-bien ! très-bien ! — Mouvement et bruits divers.*)

Ensuite, cette exclusion de nous et des nôtres, cette proscription en masse de tout cet immense parti, à différents titres conservateur, qui, depuis dix ans, a supporté le poids du jour et a sauvé la France, le gouvernement, la révolution même de Juillet en la modérant, est-ce là un symptôme bien rassurant ? est-ce là donner un gage honorable ?

Croyez-vous qu'un grand parti politique, représentant des opinions, des principes, des intérêts qui lui ont été confiés par la France, pût impunément faire ainsi abdication de lui-même ? Et puis, après avoir combattu ce cabinet trois ans, nous allons nous y soumettre aujourd'hui, parce qu'il s'appelle transaction, sans garantie, sans condition, sans sécurité, sans contre-poids ! Nous nous livrons non point à un parti, nous nous livrons à un seul homme ; et si nos destinées sont perdues un jour, si elles sont compromises dans une politique étrangère à nos principes, nous aurons à nous en prendre à cette imprudence et à n'accuser qu'une confiance que nous n'avons pas osé refuser. Non, il n'en sera pas ainsi. (*Très-bien ! très-bien !*)

Une autre cause, Messieurs, nous empêche et nous interdit sévèrement d'accéder à la demande de cette soi-disant transaction qui nous est faite ; cette cause, je la trouve dans l'appui énigmatique pour moi encore, jusqu'à ce que l'honorable M. Odilon Barrot ou un de ses collègues ait voulu nous l'expliquer.

M. ODILON BARROT. Je demande la parole. (*Mouvement.*)

M. DE LAMARTINE. Je la trouve dans cet appui sans conditions que la gauche offre à M. le président du conseil ; enfin, disons tout, dans la faveur passionnée, suspecte, de cette portion du journalisme qui nous a été, qui nous est restée la plus hostile, et qui semble s'attacher à un seul homme comme pour l'imposer, au nom de l'opinion du

dehors dont on s'est trop servi dans le parlement à une certaine époque, et qui, à son tour, veut se servir arbitrairement de nous contre le parlement ! arme terrible, arme vivante qui a sa volonté propre et qui se retourne contre le bras qui l'a employée.

Cette puissance exorbitante aujourd'hui de l'opinion, de l'opinion factice, je le répète, a-t-elle agi d'elle-même ? A-t-elle été l'instrument de pensées exclusives, qui savent que, dans ce temps et dans ce pays, tel courage qui résiste au canon s'intimide devant une feuille publique et devant un nom jeté en proie à l'impopularité d'un jour ? Non, sans doute ; mais ce qui est pour moi certain, évident, c'est que les intentions conciliatrices des hommes et des partis prêts à se rejoindre ont été intimidées et suspendues dans leur tendance par la déclaration d'antipathies de ce genre.

Non, Messieurs, encore une fois, c'est la guerre de la force irresponsable et désordonnée d'une popularité factice, sans garantie, contre la force constituée, contre les pouvoirs élus de la constitution ; c'est la grande bataille entre ces deux puissances. Si vous la perdez, tout est perdu pour longtemps. Vous ne vous possédez plus vous-mêmes ; cette popularité vous intimera ses volontés, ses caprices, ses personifications arbitraires ; ce ne sera plus ici qu'il faudra chercher le pouvoir, ce ne sera plus la Chambre, le pays qu'il faudra servir : ce sera cette souveraine qu'il faudra flatter, caresser, capter à tout prix ; le pouvoir sera aux plus hardis corrupteurs ou aux plus humbles adulateurs de l'opinion. Si vous y consentez, alors dites-le tout haut, proclamez qu'il y a un quatrième pouvoir qui absorbe, qui domine, qui opprime tous les autres et qui s'appelle *popularité*. De ce jour, les Chambres seront vaincues.

Quant à nous, Messieurs, nous n'accepterons jamais que les pouvoirs définis par la constitution (*Assentiment au centre droit*), et, pour mon compte, je n'aurai pas reculé, je l'espère, devant un héros soutenu par des baïonnettes et

dissolvant la majorité dans les conseils ; je ne reculerai pas devant une force extra-parlementaire, soutenue par des feuilles politiques et imposant la domination d'une minorité dans le parlement.

M. le président du conseil nous dit : « Jugez-nous à nos actes, et ne nous refusez pas des votes avant de savoir qui nous sommes ! »

Je conçois cela, et cela est parfaitement raisonnable avec des hommes nouveaux et une situation nouvelle ; mais sommes-nous donc d'hier ? Mais l'homme éminent que je vois à la tête de ce cabinet est-il donc inconnu ? y a-t-il un acte aussi expressif qu'une individualité ? Notre personne, n'est-ce pas tous nos actes à la fois résumés dans nous ? Une attitude politique, n'est-ce pas un acte aussi, et le plus évident de tous les actes, puisqu'il est le plus permanent ? Et moi aussi je voudrais pouvoir douter !

Mais ce ministère, d'où sort-il, Messieurs ? Des rangs de vos adversaires les plus éloquents, les plus fougueux depuis trois ans ! Sur quoi s'appuie-t-il ? Sur vos adversaires les plus obstinés depuis dix ans ! Quels sont ses organes au dehors ? Les journaux les plus antipathiques, les plus hostiles quelquefois à vos doctrines et à vos personnes !

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. Et les vôtres, comment sont-ils pour nous ?

M. DE LAMARTINE. Quoi ! des agressions répétées constamment depuis trois années ! l'alliance affichée avec ceux qui vous combattent ! l'amitié de ceux qui vous haïssent et vous calomnient ! l'exclusion de tous les hommes qui ont votre confiance ! vos noms signalés, proscrits dans les élections ! Ce ne sont pas là des actes, ce ne sont pas là des indices suffisants pour vous ?

M. THIERS. Je demande la parole. (*Sensation.*)

M. DE LAMARTINE. Oh ! je commence à craindre que si vous êtes si difficiles à convaincre, c'est que vous ne voulez pas être convaincus, c'est que vous voulez chercher un prétexte pour une longanimité bien respectable dans ses

motifs, mais, soyez-en sûrs, bien ruineuse dans ses résultats.

VOIX NOMBREUSES. Très-bien ! très-bien ! (*Rumeurs à gauche.*)

M. DE LAMARTINE. Oui, cette longanimité que j'aimerais à partager, à imiter, si elle était honorable et sûre, si elle pouvait être un moyen de ralliement pour les majorités, cette longanimité vous annihilera sans rien sauver.

Quelle sera sa situation ? Nous pouvons l'examiner au grand jour. Il n'y a pas de paroles, quelque habiles, quelque insinuant qu'elles soient, il n'y a pas de professions de foi, quelque patriotiques qu'on nous les fasse, qui puissent sauver la fausseté d'un point d'appui. Un gouvernement ne peut pas boiter toujours ; il faut qu'il marche où est son terrain.

S'alliera-t-il à la gauche franchement, ouvertement, drapeaux confondus ? et c'est ce que j'aurais fait à sa place ; mais alors vous l'abandonnez, et il tombe.

S'alliera-t-il à vous ? Mais la gauche le déserte ; et vous-mêmes, quelle majorité lui prêteriez-vous ? Quoi ! vous auriez été exclus, privés de toute garantie dans sa composition, et vous iriez relever ce cabinet refoulé par la gauche, et prendre le chef et le drapeau de vos adversaires d'hier et d'aujourd'hui ? Mais quand même vous pourriez consentir à un pareil prosternement de toute dignité d'un parti politique, un cabinet soutenu par une majorité que ce prosternement même aurait décréditée dans le pays pourrait-il vivre deux jours ? Il se serait abdicqué pour vous, vous vous seriez abdicqués pour lui, et vous voudriez que ces deux abdications ne déconsidérassent ni le ministère ni la majorité ? On vous aurait porté hautement, audacieusement le défi de faire de l'opposition à quoi que ce soit, et vous répondriez à ce défi en venant faire cortège à une combinaison qui aurait triomphé de vous et qui serait répudiée par vos ennemis ?

Mais vous ne connaissez donc pas la France ? Mais vous

ne savez donc pas le sentiment que lui inspirent ces défaillances, ces évanouissements de caractère et de conviction dans ses représentants ? Un parti sans dignité ne sera jamais son parti. Elle sait que la liberté a besoin de courage avant tout, et qu'un parti qui ne sait ni se respecter ni se défendre, ne saura, dans l'occasion, ni la défendre ni la respecter. Si nous acceptions ce rôle que vous voulez nous faire, cette dissolution dont on nous menace, cette dissolution sur laquelle vous voudriez nous rassurer, cette dissolution que vous ne feriez plus par colère, vous seriez obligés de la faire pour cause de déconsidération et de dédain public. (*Marques générales d'adhésion.*)

Mais que l'honorable chef de la gauche, qui saura bien défendre la dignité de son parti, me permette de le lui dire ici : Je me défie du ministère, parce que je crois à sa fermeté. Abdiquer, ajourner ses doctrines, les principes dans lesquels on s'est personnifié depuis dix ans aux yeux du pays, confier son drapeau à un autre, et à qui ? à l'homme éminent qui l'a le plus repoussé et déchiré cent fois dans ses luttes ? Cela n'est pas possible, cela n'est pas ; cela rappellerait le mot fameux de M. Barrot à la session dernière, mot qu'il adressait si haut, et que, certes, il ne permettrait pas qu'on retournât contre son parti : « Assez d'abdication comme cela ! »

Non, Messieurs, l'honorable M. Barrot, s'il appuie le cabinet, nous dira pourquoi il l'appuie ; il nous dira s'il croit devoir effacer son drapeau, s'il croit devoir le confier à des mains étrangères, comme s'il ne voulait plus le porter lui-même ; s'il croit devoir effacer de la discussion ses grands principes dont la gauche a été jusqu'ici et dont elle est la personnification permanente : le rappel des lois de septembre, la réforme électorale et la protection aux révolutions étrangères. Si j'entendais l'honorable M. Barrot faire une pareille abdication, je ne le croirais pas ; mais je n'ai pas d'inquiétude à cet égard. (*Rire général. — Approbation au centre droit.*)

Je dis, Messieurs, que je n'ai pas d'inquiétude sur le langage que l'honorable M. Barrot et la gauche viendront tenir à cette tribune. Un tel homme, un tel parti ne s'abdiquent pas. Il y a donc des gages pour eux ; il y a donc de l'inconnu pour nous.

DE TOUTES PARTS. Oui ! oui !

M. DE LAMARTINE. S'il n'y a pas de l'inconnu dans les pactes, et je me hâte de dire que je ne crois pas aux pactes, il y a de l'inconnu dans la situation, et c'est pourquoi nous nous refusons à l'aborder.

Messieurs, je m'arrête, j'ai dit toute ma pensée.

S'ensuit-il, comme des feuilles calomniatrices le proclament, que c'est nous, hommes du gouvernement, qui voulons rendre tout gouvernement impossible ? que nous voulons faire une de ces oppositions systématiques, forcées, qui arrêtent les choses, qui paralysent l'action du gouvernement, qui tuent le pays, pour renverser des adversaires politiques ?

Eh ! que serions-nous donc si nous nous permettions à nous-mêmes ce genre d'opposition suicide que nous vous avons sans cesse reproché ? Non, rien de tout cela, Messieurs ; une opposition de colère ne sera jamais la nôtre. Ce n'est pas nous qui avons dit : « Qu'on essaye de gouverner sans nous, on verra ! » Nous laissons cette arme, avec beaucoup d'autres, à ceux qui l'ont inventée ! (*Bravos réitérés.*)

Nous voterons toutes les lois utiles ; nous ne leur demanderons pas d'où elles viennent, mais ce qu'elles sont. Fécondez le sol, couvrez-le de chemins de fer ; donnez-nous les lois matérielles, les lois morales que le pays sollicite, vous verrez si nous les rejeterons. Prenez dans l'Orient l'attitude martiale et conciliante que je ne cesse de vous indiquer, l'attitude d'intermédiaire armé, et soyez sûrs de nos suffrages. Le patriotisme n'a pas de passion au-dessus de la force et de la dignité du pays.

Mais dans des questions de politique personnelle et parlementaire, quand vous viendrez me demander, comme

aujourd'hui, si j'ai confié, une confiance préexistante et préalable dans la direction libérale d'un cabinet que j'ai vu souvent combattre les principes de développement social que moi-même j'apportais à cette tribune ; si j'ai confiance dans la direction conservatrice de ce cabinet où je vois les hommes les plus éminents par leur talent, qui, par leur talent même, ont fait les plus profondes blessures au parlement depuis deux années et ont contribué à déchirer cette majorité que nous cherchons à recoudre ; si j'ai confiance enfin dans la direction parlementaire, dans la force, dans la stabilité, dans la puissance d'agir librement du chef d'un cabinet qui, debout sur une minorité près de se dérober sous lui, tend une main à la gauche qu'il appelle à le soutenir contre la droite, une autre à la droite qu'il appelle à le défendre contre les prétentions de la gauche ; du chef d'un cabinet suspendu un moment dans un faux équilibre dont la base est une minorité et dont le balancier est une impossible déception ; si j'ai confiance, si j'ai foi, si j'ai espérance pour la couronne, pour nous, pour le pays, pour l'ordre, pour la liberté, pour quoi que ce soit de vrai, de sincère, de profitable, de patriotique ; moi, le dire ? Non, jamais ! (*Bravos réitérés.*)

Confiance ! Et en quoi confiance ? et à quoi ? Si je me place au point de vue libéral, qui est le mien plus que vous ne voulez le croire, je vous trouve en face de mes principes de progrès social dans presque tous les grands combats de principes que nous avons livrés ici depuis cinq ans pour développer et moraliser la démocratie.

Si je me place au point de vue conservateur, je vous trouve à la tête de ceux qui ont mis le trouble dans le parlement, soufflé l'agitation entre le parlement et la couronne, de ceux dont un des organes ne cesse pas de sonner ce qu'on pourrait appeler en termes révolutionnaires, le tocsin de la presse en permanence contre nous.

VOIX NOMBREUSES. L'expression est juste.

M. DE LAMARTINE. Ces bruits accusateurs, ces dénomi-

nations aussi ridicules que mensongères, ces désignations d'hommes de cour, de gouvernement personnel, ces agitations incessantes de l'opinion, je suis bien loin de vous les attribuer ; sans doute, vous devez les déplorer, les mépriser autant que nous ; mais de quels noms se sert-on pour les accréditer ? qui les désavoue ? Ces fausses monnaies de l'opinion distribuées chaque jour au peuple pour le séduire ou l'irriter, de qui portent-elles l'empreinte ? (*Mouvement.*)

Et vous voudriez que je déclarasse confiance à tout cela ? Non. Le pays ne nous a pas envoyés pour jeter un mensonge dans cette urne de vérité.

Vous pouvez faire violence à la majorité, à la Chambre, à l'élection, à l'opinion ; vous ne ferez jamais violence à mes lèvres.

Je subirai en silence, je subirai douloureusement le joug qu'une popularité extérieure et une minorité ici m'imposeront ; mais ce joug, je ne contribuerai pas du moins à me l'imposer à moi-même, et je n'aurai pas du moins un jour le repentir, le chagrin, l'humiliation de retrouver la boule blanche que j'aurais eu la faiblesse de vous donner, dans les embarras, dans les difficultés, dans les complications intérieures et extérieures, et peut-être dans les dégradations des gouverneurs de mon pays.

(Ici l'orateur est interrompu par des marques très-vives d'approbation, auxquelles se mêle un bruit aigu parti honteusement et qui ressemble à un sifflet.) (*Mouvement général d'indignation.*)

PLUSIEURS VOIX. Comment, on ose siffler ici ?

M. LE PRÉSIDENT¹. Je vais donner l'ordre de faire évacuer la tribune d'où est parti le sifflet.

UN MEMBRE. Ce n'est pas dans les tribunes qu'on a sifflé.

M. BEAUMONT (*de la Somme*). C'est un député qui, en toussant, a produit ce bruit.

1. M. Sauzet.

M. DE LAMARTINE. Soyez convaincus que ni les applaudissements ni les sifflets ne pourront ni exalter ni effrayer mon courage. (*Très-bien ! très-bien !*)

M. TASCHEREAU. On n'a pas sifflé !

UN MEMBRE. On a sifflé deux fois !

M. DE LAMARTINE. Songez-y sérieusement, Messieurs, hommes de la gauche, hommes de la droite, à qui l'on demande une confiance qui s'exclue et les moyens peut-être de nous dominer les uns par les autres ; prenez-y garde, et refusez, croyez-moi, au ministère du centre gauche, le jour que ce ministère vous demande avec tant d'instance, avec tant de périls ; car ce jour, n'en doutez pas, sera suivi d'un bien long repentir et d'un bien déplorable lendemain. (*Longues marques d'adhésion.*)